ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques, le 10 août 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux conditions de police de l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs", a donné le 21 septembre 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 augustus 1992 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de polisvoorwaarden van de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen", heeft op 21 september 1992 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'expression "conditions de police de l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs" n'est pas très appropriée.

Mieux vaudrait écrire :

"Arrêté royal relatif au contrat type d'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs".

PREAMBULE.

Alinéa 1er.

1. Dès lors que la Commission des assurances et l'Office de contrôle des assurances ont été consultés, il ne se justifie pas de viser au préambule la disposition qui impose ces formalités. Il convient donc d'omettre les mots "... et l'article 65, § 1er".

En outre, le texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'arrêté en projet trouve également son fondement dans l'article 3 de la loi du 21 novembre 1989, qui dispose notamment que :

"L'assurance doit garantir, aux conditions que le Roi détermine, les dommages causés aux personnes et aux biens par des faits survenus sur le territoire des Etats déterminés par le Roi".

Il est dès lors suggéré d'ajouter un alinéa visant la loi du 21 novembre 1989 et un alinéa visant l'arrêté royal du 13 février 1991 pour justifier l'entrée en vigueur de la loi. Ces alinéas doivent être rédigés comme suit :

"Vu la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 13 février 1991 portant mise en vigueur et exécution de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, notamment l'article 7;".

Alinéa 2.

La référence à l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances ne se justifie ni comme fondement de l'arrêté en projet, ni pour la compréhension de celui-ci.

L'alinéa 2 doit être omis.

Alinéa 3.

La référence à la directive peut être maintenue, mais sous la forme d'un considérant.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Alinéa 2.

Suivant cet alinéa, des dérogations sont permises aux dispositions du contrat type joint en annexe.

Ce contrat type reproduit des dispositions de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de responsabilité en matière de véhicules automoteurs ainsi que de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.

La plupart des dispositions de ces deux lois sont soit d'ordre public, soit impératives (article 3 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre). Le Gouvernement a entendu rendre impératives toutes les dispositions de cette loi, y compris celles prévues en faveur de l'assureur.

Il s'ensuit que si, comme le précise l'article examiné, des dérogations peuvent être prévues à condition qu'elles soient favorables au preneur d'assurance, à l'assuré et au tiers concerné par l'application du contrat,

il faut toutefois réserver les dispositions de la loi du 25 juin 1992 précitée qui sont favorables à l'assureur.

Article 2.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

ANNEXE.

Article 1er.

L'article 2 de la directive du Conseil des Communautés européennes 90/232 du 14 mai 1990 oblige les Etats membres "à prendre les mesures nécessaires pour que toutes les polices d'assurance obligatoire de responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules couvrent la totalité du territoire de la Communauté et garantissent, sur la base d'une prime unique, dans chacun des Etats membres, la couverture exigée par sa législation, ou la couverture exigée par la législation de l'Etat membre où le véhicule a son stationnement habituel lorsque cette dernière est supérieure". Ce texte donne un fondement contractuel à l'application des lois des différents lieux de sinistre sans exclure pour autant la compétence de la loi du pays de l'immatriculation dans la mesure où celle-ci offre un surplus de garantie à l'assuré et à la victime.

Il reste cependant que le contrat type dont l'arrêté en projet fixe les termes est nécessairement un contrat soumis à la loi belge, même s'il précise, comme la directive communautaire y oblige, que la garantie accordée par l'assureur peut être, dans les cas de sinistre à l'étranger, mesurée par la loi étrangère du lieu de survenance. La loi belge est donc bien en toute hypothèse la seule à gouverner le contrat quant à sa formation, la loi étrangère n'intervenant que pour fixer dans certaines hypothèses l'étendue des obligations de l'assureur. C'est pourquoi, il vaudrait mieux éviter dans l'article 1er toute expression ambiguë qui accréditerait l'idée qu'une loi étrangère sur l'assurance obligatoire constitue ce que l'on appelle en droit international privé la "loi du contrat" et, à ce titre, s'applique globalement au contrat.

Mieux vaudrait donc rédiger comme suit les trois premiers alinéas de l'article 1er :

"Par le présent contrat, la compagnie couvre, conformément à la loi du 21 novembre 1989 et aux conditions qui suivent, la responsabilité civile encourue par les assurés à la suite d'un sinistre causé en Belgique par le véhicule désigné.

La garantie est accordée aussi pour un sinistre survenu dans tout pays de la Communauté européenne, dans les principautés d'Andorre et ... (la suite comme à l'article 1er, alinéa 3, du contrat type en projet).

Lorsque le sinistre est survenu hors du territoire belge, la garantie accordée par la compagnie est celle prévue par la législation sur l'assurance automobile obligatoire de l'Etat sur le territoire duquel le sinistre a eu lieu. L'application de cette loi étrangère ne peut toutefois priver l'assuré de la garantie plus étendue que la loi belge lui accorde".

Il résulte du texte proposé ci-dessus qui reprend la substance de l'alinéa 2 de l'article 1er du contrat type en projet que l'assureur s'engage à procurer la garantie qu'exige la loi du lieu de survenance, celle-ci pouvant se trouver soit supérieure soit inférieure à celle que prévoit la loi belge. Si elle est inférieure, l'assuré trouve dans la loi belge un complément de garantie. L'alinéa 4 en projet concerne les rapports entre l'assureur et les assurés ou les tiers lésés quant à cette part de la garantie qui résulte de la loi belge. Il le fait en envisageant distinctement la question selon que le sinistre a lieu sur le territoire d'un Etat membre de la Communauté ou non. Dans le premier cas, aucune règle particulière n'est édictée; il en résulte que le régime des exceptions que l'assureur pourrait faire valoir est exclusivement fixé par la loi du lieu de survenance; l'assureur ne peut donc trouver dans la loi belge une raison de refuser sa prestation. Dans le second cas, en revanche, celui où le sinistre survient hors de la Communauté, l'intention est de réserver un traitement moins favorable aux assurés comme aux tiers lésés. Cette intention est plus clairement exprimée dans le texte qui suit :

"Au cas où le sinistre est survenu sur le territoire d'un pays n'appartenant pas à la Communauté européenne, la compagnie peut, pour la part de la garantie dépassant celle qu'impose la loi sur l'assurance obligatoire du pays où le sinistre a eu lieu, invoquer contre les assurés les exceptions, nullités et déchéances dérivant de la loi belge ou du contrat. Dans le même cas et pour la même part de la garantie, les exceptions, nullités et déchéances dérivant de la loi ou du contrat qui trouvent leur cause dans un fait antérieur au sinistre peuvent être opposées par la compagnie aux personnes lésées qui n'ont pas la nationalité d'un Etat membre de la Communauté européenne. Les mêmes exceptions, nullités et déchéances peuvent, dans les mêmes conditions, être opposées pour toute la garantie lorsque la loi du pays sur le territoire duquel le sinistre est survenu ne prévoit pas l'inopposabilité".

L'alinéa 5 serait mieux rédigé comme suit :

"La garantie est accordée pour les sinistres survenus sur la voie publique ou sur les terrains publics ou privés".

Article 5.

La première phrase serait mieux rédigée comme suit : "La garantie est illimitée".

Article 10.

Il conviendrait, pour faire ressortir les deux hypothèses envisagées, à savoir l'aggravation du risque et la diminution du risque, de numéroter chacune de ces hypothèses.

Article 19.

1. La sanction prévue par l'article 85 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, dans l'hypothèse envisagée, est l'inopposabilité de l'indemnisation ou de la promesse d'indemnisation de la personne lésée faite par l'assuré sans l'accord de l'assureur.

Pour ne pas aller à l'encontre de la loi en risquant d'aggraver la situation de l'assuré, il faut remplacer les mots "est interdit" par les mots "sont inopposables".

En outre, le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Pour des raisons de clarté, il serait préférable, à l'alinéa 2, de reproduire le texte de l'alinéa 2 de l'article 85 précité.

Article 21.

Tel qu'il est rédigé, l'article implique que l'avocat désigné par la compagnie peut s'immiscer dans le procès pénal.

Une telle disposition est contraire à la fois à l'article 79 de la loi du 25 juin 1992 - dont l'alinéa 2 précise que l'assureur a le droit de combattre, à la place de l'assuré, la réclamation de la personne lésée, en ce qui concerne les intérêts civils seulement - et à l'article 6, 3, c, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, suivant lequel tout inculpé a le droit de choisir librement son défenseur.

Le texte en projet a pour conséquence de limiter cette liberté.

L'article doit, dès lors, être revu sur ce point.

Article 22.

Les alinéas 3 et 4 appellent l'observation suivante.

Dans le procès pénal, l'assuré conserve le droit de se défendre comme il l'entend; c'est, en effet, sa liberté, son honneur que l'assuré défend devant la juridiction pénale. Ce droit est reconnu implicitement par l'article en ce qu'il limite la direction du procès aux

seuls intérêts civils. L'assureur ne peut donc, en principe, diriger que la seule défense des intérêts civils.

Ce principe, toutefois, n'est pas absolu. Dans un procès pénal, l'assureur ne peut pas choisir les moyens de défense relatifs au principe de la responsabilité de l'assuré sous peine d'influencer la défense de ce dernier dans ce procès; il doit se borner à déterminer les moyens de défense relatifs à l'étendue de la responsabilité de l'assuré. De plus, il est généralement admis que seul l'assuré, à l'exclusion de l'assureur, peut, dans un procès pénal où la personne lésée s'est constituée partie civile, exercer les voies de recours contre une décision statuant sur l'action civile. En effet, l'appel, même limité à la seule décision sur les intérêts civils, peut entraîner l'appel incident du ministère public et provoquer ainsi une aggravation de la sanction pénale. La liberté de l'assuré de se défendre au pénal commande, dans ce cas, de le laisser seul juge des recours utiles à sa défense (1).

L'assureur ne peut donc, dans un procès pénal, diriger la défense des intérêts civils de l'assuré que si cette défense n'aggrave pas ou n'est pas susceptible d'aggraver le sort de l'assuré dans le procès pénal.

Il convient d'adapter les alinéas 3 et 4 en conséquence et d'affirmer la règle suivant laquelle l'assureur n'a pas à intervenir dans la maîtrise du procès pénal.

---

(1) LALOUX, Traité des assurances terrestres en droit belge, n° 388, littera c.

Chapitre VII.

Aux termes de la loi, les déchéances doivent être fixées par arrêté royal, de sorte que le contrat type ne pourrait le faire. Il ne le fait d'ailleurs pas.

Il faut donc supprimer le terme "déchéances" dans l'intitulé de ce chapitre.

Article 25.

1. Le texte suivant lequel

> "... le recours ne peut être dirigé contre un assuré qui établit que les manquements ou faits générateurs du recours, sont imputables à un autre assuré que lui-même et se sont produits à l'encontre de ses instructions ou à son insu"

s'applique à toutes les hypothèses où une action récursoire peut être intentée. Dès lors, ce texte, qui figure à l'article 25, 3, d, dernier alinéa, doit être inséré à l'article 24, dont il formerait l'alinéa 2.

C'est d'ailleurs dans le premier article de l'ancien contrat type, relatif à l'action récursoire, que figurait cette phrase.

2. Le texte néerlandais de la disposition sous le 3, c, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au 4, il convient d'écrire en français, au lieu de "sort ... ses effets", "produit ... ses effets".

Article 26.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 27.

En tant qu'il prévoit une résiliation unilatérale par l'assureur, l'article est contraire à l'article 6 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, suivant lequel en cas d'omission ou d'inexactitude intentionnelle, le contrat est nul. En conséquence, l'assureur doit demander l'annulation du contrat devant le tribunal compétent et prouver que l'omission est intentionnelle et qu'elle a influencé l'opinion qu'il s'est faite du risque assuré. En vertu de l'article 3 de la même loi, l'article 6 précité est impératif, de sorte que les parties ne peuvent y déroger dans leur convention.

Dès lors, il faut omettre, à l’article 27, 2°, les mots "tant à la conclusion qu’...".

OPSCHRIFT.

De uitdrukking "polisvoorwaarden van de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen" is niet erg geschikt.

Men schrijve :

"Koninklijk besluit betreffende de modelovereenkomst voor de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen".

AANHEF.

Eerste lid.

1. Aangezien de Commissie voor verzekeringen en de Controledienst voor de verzekeringen geraadpleegd zijn, is er geen reden om in de aanhef te verwijzen naar de bepaling welke die vormvereisten oplegt. De woorden "en artikel 65, § 1" moeten bijgevolg vervallen.

Bovendien schrijve men "inzonderheid op artikel 19, ...".

2. Het ontworpen besluit haalt mede zijn rechtsgrond uit artikel 3 van de wet van 21 november 1989, dat inzonderheid het volgende bepaalt :

"De verzekering moet, onder de voorwaarden die de Koning bepaalt, de schade omvatten welke aan personen en aan goederen wordt toegebracht door feiten die voorgevallen zijn op het grondgebied van de Staten die de Koning bepaalt".

Derhalve wordt in overweging gegeven een lid toe te voegen dat verwijst naar de wet van 21 november 1989 alsook een lid dat verwijst naar het koninklijk besluit van 13 februari 1991 om de inwerkingtreding van de wet te wettigen. Die leden moeten als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 februari 1991 houdende de inwerkingtreding en uitvoering van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, inzonderheid op artikel 7;".

Tweede lid.

Er is geen reden om te verwijzen naar het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement op de controle der verzekeringsondernemingen, omdat het niet dient als rechtsgrond voor het ontworpen besluit en ook niet dienstig is voor een goed begrip ervan.

Het tweede lid moet vervallen.

Derde lid.

De verwijzing naar de richtlijn kan gehandhaafd blijven, maar in de vorm van een considerans.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Tweede lid.

Volgens dat lid mag er worden afgeweken van de bepalingen van de bij het besluit gevoegde modelovereenkomst.

Die modelovereenkomst neemt bepalingen over van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen alsmede van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst.

De meeste bepalingen van die twee wetten zijn hetzij van openbare orde hetzij van dwingend recht (artikel 3 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst). De Regering heeft alle bepalingen van die wet dwingend willen maken, met inbegrip van die welke uitgevaardigd zijn ten voordele van de verzekeraar.

Daaruit volgt dat, zoals het onderzochte artikel preciseert, weliswaar in afwijkingen kan worden voorzien, op voorwaarde dat zij gunstig zijn voor de verzekeringnemer, de

verzekerde en de derde die bij de toepassing van de overeenkomst betrokken is, maar dat evenwel een uitzondering dient te worden gemaakt voor de bepalingen van de voormelde wet van 25 juni 1992 die gunstig zijn voor de verzekeraar.

Artikel 2.

In het tweede lid schrijve men "uiterlijk" in plaats van "ten laatste".

BIJLAGE.

Artikel 1.

Artikel 2 van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 90/232 van 14 mei 1990 verplicht de Lid-Staten "de nodige maatregelen (te nemen) opdat alle polissen in het kader van de verplichte wettelijke aansprakelijkheidsverzekering met betrekking tot de deelneming van voertuigen aan het verkeer dekking verschaffen voor het gehele grondgebied van de Gemeenschap en tegen betaling van één enkele premie in elke Lid-Staat de bij diens wet voorgeschreven dekking verschaffen, dan wel de dekking die wettelijk is voorgeschreven in de Lid-Staat waar het voertuig gewoonlijk is gestald, indien laatstgenoemde dekking hoger is". Die tekst verleent een contractuele rechtsgrond aan de toepassing van de wetten van de verschillende plaatsen waar het schadegeval zich voordoet, zonder daarom de bevoegdheid uit te sluiten van de wet van het land

van de inschrijving voor zover die inschrijving de verzekerde en het slachtoffer een extra-dekking biedt.

Toch is het zo dat de modelovereenkomst waarvan het ontworpen besluit de inhoud bepaalt, zeer beslist een overeenkomst is waarop de Belgische wet van toepassing is, ook al wordt erin gepreciseerd, zoals de gemeenschapsrichtlijn voorschrijft, dat de door de verzekeraar verleende dekking, in de gevallen waarin zich een schadegeval voordoet in het buitenland, kan worden bepaald door de buitenlandse wet van de plaats van het voorval. De Belgische wet is dus in elk geval wel de enige die de totstandkoming van de overeenkomst regelt, terwijl de buitenlandse wet er zich alleen mee inlaat om in bepaalde gevallen de omvang van de verplichtingen van de verzekeraar te bepalen. Om die reden zou het beter zijn in artikel 1 elke dubbelzinnige uitdrukking te vermijden die de idee ingang zou doen vinden dat een buitenlandse wet op de verplichte verzekering de "wet van de overeenkomst" vormt, zoals dat in het internationaal privaatrecht genoemd wordt, en als zodanig in haar geheel toepassing vindt op de overeenkomst.

De eerste drie leden van artikel 1 zouden derhalve beter als volgt worden geredigeerd :

"Met deze overeenkomst dekt de maatschappij overeenkomstig de wet van 21 november 1989 en onder de hiernavolgende voorwaarden, de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de verzekerden als gevolg van een door het omschreven voertuig in België veroorzaakt schadegeval.

De dekking wordt ook verleend voor een schadegeval dat zich heeft voorgedaan in enig land van de Europese Gemeenschap, in de vorstendommen Andorra en ... (voorts zoals in artikel 1, derde lid, van de ontworpen modelovereenkomst).

Wanneer het schadegeval zich heeft voorgedaan buiten het Belgische grondgebied, is de door de maatschappij verleende dekking die waarin is voorzien door de wetgeving op de verplichte motorrijtuigenverzekering van de Staat op het grondgebied waarvan het schadegeval zich heeft voorgedaan. De toepassing van die buitenlandse wet mag de verzekerde evenwel niet de ruimere dekking ontnemen die de Belgische wet hem verleent".

Uit de hierboven voorgestelde tekst die de kern overneemt van het tweede lid van artikel 1 van de ontworpen modelovereenkomst volgt dat de verzekeraar zich ertoe verbindt de dekking te verschaffen die de wet van de plaats van het voorval voorschrijft, waarbij die dekking ofwel hoger ofwel lager kan zijn dan die waarin de Belgische wet voorziet. Is zij lager, dan vindt de verzekerde in de Belgische wet een aanvullende dekking. Het ontworpen vierde lid betreft de betrekkingen tussen de verzekeraar en de verzekerden of de benadeelde derden wat dat gedeelte van de dekking betreft dat voortvloeit uit de Belgische wet. Hierbij wordt een onderscheid gemaakt naargelang het schadegeval zich voordoet op het grondgebied van een Lid-Staat van de Gemeenschap of niet. In het eerste geval wordt geen enkele bijzondere regel uitgevaardigd; daaruit volgt dat het stelsel van de uitzonderingen die de verzeke-

raar zou kunnen doen gelden uitsluitend bepaald wordt door de wet van de plaats van het voorval; de verzekeraar kan dus in de Belgische wet geen grond vinden om zijn uitkering te weigeren. In het tweede geval daarentegen, namelijk dat het schadegeval zich voordoet buiten de Gemeenschap, is het de bedoeling de verzekerden, evenals de benadeelde derden, minder gunstig te behandelen. Die bedoeling wordt duidelijker weergegeven in de hiernavolgende tekst :

"In het geval het schadegeval zich heeft voorgedaan op het grondgebied van een land dat niet tot de Europese Gemeenschap behoort, kan de maatschappij voor het gedeelte van de dekking dat ruimer is dan die welke de wet op de verplichte verzekering van het land waar het schadegeval zich heeft voorgedaan, voorschrijft, aan de verzekerden de excepties, de nietigheden en het verval tegenwerpen die voortvloeien uit de Belgische wet of uit de overeenkomst. In hetzelfde geval en voor hetzelfde gedeelte van de dekking, kunnen de excepties, de nietigheden en het verval die voortvloeien uit de wet of uit de overeenkomst en die veroorzaakt zijn door een feit dat tot vóór het schadegeval teruggaat, door de maatschappij tegengeworpen worden aan de benadeelde personen die niet de nationaliteit van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap bezitten. Dezelfde excepties, dezelfde nietigheden en hetzelfde verval kunnen, onder dezelfde voorwaarden, tegengeworpen worden voor de gehele dekking wanneer de wet van het land op het grondgebied waarvan het schadegeval zich heeft voorgedaan, niet in de niet-tegenwerpbaarheid voorziet".

Het zou beter zijn het vijfde lid als volgt te redigeren :

"De dekking wordt verleend voor de schadegevallen die zich hebben voorgedaan op de openbare weg of op de openbare of de privé-terreinen".

Artikel 5.

Het zou beter zijn de eerste zin als volgt te stellen : "Het bedrag van de dekking is onbeperkt".

Artikel 10.

Om de twee beschouwde gevallen, te weten de verzwaring van het risico en de vermindering van het risico, naar voren te brengen, zou elk van die gevallen moeten worden genummerd.

Artikel 19.

1. De straf waarin artikel 85 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst in het beschouwde geval voorziet is dat de vergoeding of de belofte van vergoeding van de benadeelde die door de verzekerde is gedaan zonder de toestemming van de verzekeraar niet kan worden tegengeworpen.

Om niet tegen de wet in te gaan met het risico de situatie van de verzekerde te verslechteren moeten de woorden "is verboden" vervangen worden door de woorden "is niet-tegenwerpbaar".

In het eerste lid schrijve men bovendien "toestemming" in plaats van "toelating".

2. Voor de duidelijkheid zou het verkieslijk zijn in het tweede lid de tekst van het tweede lid van het voormelde artikel 85 weer te geven.

Artikel 21.

Zoals het artikel is gesteld, impliceert het dat de door de maatschappij aangewezen advocaat zich mag inlaten met het strafproces.

Een zodanige bepaling is zowel in strijd met artikel 79 van de wet van 25 juni 1991 - waarvan het tweede lid bepaalt dat de verzekeraar, alleen ten aanzien van de burgerrechtelijke belangen het recht heeft om in de plaats van de verzekerde, de vordering van de benadeelde te bestrijden - als met artikel 6, 3, c, van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, volgens welk artikel elke beschuldigde het recht heeft vrij zijn raadsman te kiezen.

De ontworpen tekst heeft de beperking van die vrijheid tot gevolg.

Het artikel moet bijgevolg worden herzien wat dat punt betreft.

Artikel 22.

Bij het derde en het vierde lid behoort de volgende opmerking te worden gemaakt.

In het strafproces behoudt de verzekerde het recht om zich te verdedigen zoals hem het beste lijkt; het is immers zijn vrijheid en zijn eer die de verzekerde verdedigt voor het strafgerecht. Dat recht wordt impliciet erkend door het artikel in zoverre het het voeren van het proces beperkt tot de burgerrechtelijke belangen. De verzekeraar mag dus in principe alleen de burgerrechtelijke belangen verdedigen.

Dat beginsel is evenwel niet absoluut. In een strafproces kan de verzekeraar de verdedigingsmiddelen met betrekking tot het beginsel van de aansprakelijkheid van de verzekerde niet kiezen wil hij de verdediging van deze laatste in dat proces niet beïnvloeden; hij moet er zich toe beperken de verdedigingsmiddelen te bepalen met betrekking tot de omvang van de aansprakelijkheid van de verzekerde. Bovendien wordt in de regel aangenomen dat alleen de verzekerde, met uitsluiting van de verzekeraar, in een strafproces waarin de benadeelde zich burgerlijke partij

heeft gesteld, de rechtsmiddelen kan aanwenden tegen een beslissing waarbij uitspraak wordt gedaan over de burgerlijke rechtsvordering. Het hoger beroep, zelfs indien het beperkt wordt tot de beslissing over de burgerrechtelijke belangen, kan immers het tegenberoep van het openbaar ministerie tot gevolg hebben en aldus een verzwaring van de straf teweegbrengen. De vrijheid van de verzekerde om zich te verdedigen voor het strafgerecht vereist in dat geval dat het aan zijn oordeel wordt overgelaten welke rechtsmiddelen nuttig zijn voor zijn verdediging (1).

De verzekeraar kan in een strafproces de burgerrechtelijke belangen van de verzekerde dus alleen verdedigen indien die verdediging niet tot gevolg heeft of kan hebben dat het strafproces voor de verzekerde een slechtere afloop heeft.

Het derde en het vierde lid moeten dienovereenkomstig worden aangepast en de regel volgens welke de verzekeraar zich niet mag moeien in het strafproces moet worden bevestigd.

Hoofdstuk VII.

Luidens de wet moet het verval worden vastgesteld bij koninklijk besluit zodat dit niet in de modelovereen-

---

(1) LALOUX, Traité des assurances terrestres en droit belge, nr. 388, c.

komst zou kunnen geschieden. Dat geschiedt trouwens niet in de modelovereenkomst.

Het woord "verval" moet dus worden geschrapt in het opschrift van dit hoofdstuk.

Artikel 25.

1. De tekst volgens welke

> "... de maatschappij geen verhaal (kan) nemen op een verzekerde indien deze aantoont dat de tekortkomingen of de feiten waarop het verhaal gesteund is, te wijten zijn aan een andere verzekerde en dat ze zich hebben voorgedaan in strijd met zijn onderrichtingen of buiten zijn medeweten"

is van toepassing op alle gevallen waarin een regresvordering kan worden ingesteld. Bijgevolg moet die tekst, die in artikel 25, 3, d, laatste lid, voorkomt, ingevoegd worden in artikel 24, waarvan hij het tweede lid zou vormen.

Die zin kwam trouwens voor in het eerste artikel van de vroegere modelovereenkomst, betreffende de regresvordering.

2. In de bepaling onder 3, c, zou het beter zijn het woord "schouwing" als zodanig, alsook in de ermee gevormde samenstellingen, te vervangen door het woord "keuring". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 27, 5.

3. In de bepaling onder 4 dient in de Franse tekst in de plaats van "sort ... ses effets" "produit ... ses effets" te worden geschreven.

Artikel 26.

Men schrijve : "drie maanden" in plaats van "drie maand". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 28, 6.

Artikel 27.

In zoverre het artikel voorziet in een eenzijdige opzegging door de verzekeraar, is het in strijd met artikel 6 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, volgens hetwelk de overeenkomst, in geval van opzettelijk verzwijgen of opzettelijk onjuist mededelen van gegevens, nietig is. De verzekeraar moet bijgevolg de nietigverklaring van de overeenkomst vorderen voor de bevoegde rechtbank en bewijzen dat het verzwijgen opzettelijk geschiedde en dat het een invloed heeft gehad op het oordeel dat hij zich heeft gevormd over het verzekerde risico. Krachtens artikel 3 van dezelfde wet is het voormelde artikel 6 van dwingend recht, zodat de partijen er in hun overeenkomst niet van kunnen afwijken.

Bijgevolg dienen in artikel 27, 2°, de woorden "zowel bij het sluiten als" te vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,
J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT,

Madame : R. DEROY, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme A. DEBUSSCHERE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

LE GREFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : griffier,
de Heren : kamervoorzitter,
staatsraden,
assessoren van de afdeling wetgeving,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. DEBUSSCHERE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.